

Canada Regard sur le monde

NUMÉRO 17 • AUTOMNE 2002

Échanger le sac à dos
contre la mallette

Les jeunes représentent
le Canada à l'étranger



Le Canada aux sommets
de Johannesburg et de
la Francophonie



Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international

Department of Foreign Affairs
and International Trade

Canada

Au sujet de Canada — Regard sur le monde

Canada — Regard sur le monde est un trimestriel publié en français et en anglais, qui fournit un aperçu des questions de politique étrangère dans une perspective canadienne sur les dernières initiatives et contributions du Canada dans les affaires internationales.

Suzanne Lalonde-Gaëtan
Rédactrice en chef

Julia Gualtieri
Rédactrice associée

Pour communiquer avec Canada — Regard sur le monde :

Canada — Regard sur le monde
Ministère des Affaires étrangères et
du Commerce international
125, promenade Sussex, BCS, C2
Ottawa (Ontario) K1A 0G2
Courriel : rsm-cwv@dfait-maeci.gc.ca

Pour recevoir des exemplaires
gratuits de notre magazine et d'autres
publications du MAECI, ou pour
indiquer un changement d'adresse :

Services de renseignements (SXCI)
Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international
125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario) K1A 0G2
Téléphone (sans frais) :
1 800 267-8376
ou (613) 944-4000
Télécopieur : (613) 996-9709
Courriel : enqserv@dfait-maeci.gc.ca

Canada — Regard sur le monde
est également disponible à
www.dfait-maeci.gc.ca/canada-magazine

Notre couverture

Jeunes routards canadiens devant le Colisée de Rome, en Italie. Les divers programmes de stages pour les jeunes auxquels collabore le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international ont facilité environ 36 000 échanges dans le monde entier, aidant un nombre égal de jeunes Canadiens à voyager à l'étranger et de jeunes étrangers à séjourner au Canada.

photo : Associated Press AP

ISSN 1491-4573
Postes Canada, n° de convention 40064047

APERÇU

Aux quatre coins du monde, on peut voir des sacs à dos arborant la feuille d'érable du drapeau canadien, et partout ils sont bien accueillis. Il s'agit souvent de jeunes Canadiens travaillant à l'étranger. En effet, chaque année, des milliers d'entre eux partent explorer le monde tout en gagnant leur vie. Divers programmes du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international et d'autres ministères et organismes fédéraux sont là pour les aider. Le présent numéro de *Canada — Regard sur le monde* présente ces programmes et quelques-uns de leurs participants. Il rend compte également du Sommet mondial sur le développement durable qui a eu lieu à Johannesburg, en Afrique du Sud, du 26 août au 4 septembre. De jeunes Canadiens y étaient en bon nombre, et leurs interventions produisent des résultats concrets.

La présence canadienne était forte au Sommet de la Francophonie qui s'est tenu du 18 au 20 octobre à Beyrouth, au Liban. Le Sommet était placé cette année sous le thème de la diversité culturelle, une des grandes caractéristiques de l'identité canadienne, et un sujet sur lequel le Canada a pu beaucoup contribuer lors des discussions qui y ont eu lieu. Nous examinons le contexte du Sommet et faisons l'historique des liens qui unissent depuis longtemps le Liban au Canada. Dès la fin du XIX^e siècle, des immigrants libanais ont franchi l'océan pour entreprendre une nouvelle existence chez nous. Depuis, ils sont venus par vagues successives enrichir la société canadienne et contribuer à sa diversité.

Du 9 au 27 octobre, la diversité dans les arts est à l'ordre du jour au Festival Cervantino du Mexique, où le Canada est le pays vedette. Des artistes bien connus de toutes les régions du Canada et de diverses disciplines s'y produisent et témoignent, autant que les jeunes munis de sacs à dos, du caractère vibrant de notre pays et de sa société ouverte sur le monde. 🍁

DANS CE NUMÉRO

Calendrier..... 3

Les jeunes représentent le Canada à l'étranger

Échanger le sac à dos contre la
mallette : les programmes
internationaux pour les jeunes du
gouvernement du Canada 4

Le Sommet de Johannesburg :
un succès pour le développement
durable 8

Le Canada en Francophonie

De Kananaskis à Beyrouth :
le Canada au Sommet de
la Francophonie..... 11

Jean Paul Lemieux : une vision
du Canada à Beyrouth 13

Un élément de la mosaïque
culturelle canadienne : la
communauté libano-canadienne..... 14

Culture

Le Festival Cervantino de 2002
rend hommage au Canada 16

L'Orchestre national des jeunes
du Canada..... 18

Pleins feux sur les Premières Nations
du Canada à New York

Nouvelles en bref

Le G8 adopte le Plan d'action
pour l'Afrique 19

L'Afghanistan ratifie la Convention
d'Ottawa

Une étape marquante dans
les relations entre le Canada
et Trinité-et-Tobago..... 20

CALENDRIER

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

OCTOBRE

Le 7 octobre

Réunion ministérielle
Canada–Union européenne (UE)
Copenhague, Danemark

Le 7 octobre

Prix d'excellence à
l'exportation canadienne
Vancouver (Colombie-Britannique)

Les 9 et 10 octobre

Réunion du Conseil de l'Arctique
Inari, Finlande

Du 13 au 16 octobre

Conférence mondiale de
parlementaires contre la corruption
Ottawa (Ontario)

Du 18 au 20 octobre

Sommet de la Francophonie
Beyrouth, Liban

Les 23 et 24 octobre

Réunion ministérielle conjointe
de la Coopération économique
Asie-Pacifique (APEC)
Los Cabos, Mexique

Les 26 et 27 octobre

Sommet de l'APEC
Los Cabos, Mexique

Les 31 octobre et 1^{er} novembre

Réunion ministérielle de la Zone de
libre-échange des Amériques (ZLEA)
Quito, Équateur

NOVEMBRE

Les 14 et 15 novembre

Réunion ministérielle de l'Organisation
mondiale du commerce (OMC)
Sydney, Australie

Du 15 au 26 novembre

Le ministre du Commerce
international Pierre Pettigrew dirige
une mission commerciale au Nigéria,
au Sénégal et en Afrique du Sud.

Les 21 et 22 novembre

Sommet de l'Organisation du Traité
de l'Atlantique Nord (OTAN)
Prague, République tchèque

DÉCEMBRE

Les 6 et 7 décembre

Réunion ministérielle de
l'Organisation pour la sécurité et
la coopération en Europe (OSCE)
Porto, Portugal

Le 19 décembre

Sommet Canada–UE
Ottawa (Ontario)

CULTURE ET ÉTUDES CANADIENNES

OCTOBRE

Du 9 au 14 octobre

Foire du livre de Francfort
Francfort, Allemagne

Du 10 au 20 octobre

Festival international du
nouveau cinéma et des nouveaux
médias de Montréal
Montréal (Québec)

Du 17 au 21 octobre

Toronto International Art Fair
Toronto (Ontario)

Du 24 au 27 octobre

imagineNATIVE Media Arts Festival
Toronto (Ontario)

NOVEMBRE

Du 28 au 30 novembre

Conférence internationale de
l'Association espagnole des
études canadiennes
Salamanque, Espagne

DÉCEMBRE

Du 5 au 8 décembre

Art Basel Miami Beach
Miami Beach, États-Unis

JANVIER 2003

Du 9 au 13 janvier

Association indienne des
études canadiennes
III^e Conférence d'études
canadiennes de l'Asie-Pacifique
Mysore, Inde

FÉVRIER

Du 14 au 16 février

Conférence annuelle de l'Association
des études canadiennes dans les pays
germanophones
Grainau, Allemagne

JOURNÉES INTERNATIONALES DES NATIONS UNIES

OCTOBRE

Le 17 octobre

Journée internationale pour
l'élimination de la pauvreté

Le 24 octobre

Journée des Nations Unies

NOVEMBRE

Le 16 novembre

Journée internationale de la tolérance

Le 20 novembre

Journée mondiale des enfants

Le 25 novembre

Journée internationale pour
l'élimination de la violence à
l'égard des femmes

DÉCEMBRE

Le 1^{er} décembre

Journée mondiale du sida

Le 3 décembre

Journée internationale des
personnes handicapées

Le 10 décembre

Journée des droits de l'homme

ÉCHANGER LE SAC À DOS CONTRE LA MALLETTE

Des programmes du gouvernement du Canada aident les jeunes à voyager et à travailler à l'étranger pour mieux lancer leur carrière

Cet article a été rédigé par Joel Kom, un étudiant qui a travaillé à la Direction générale des communications du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international à l'été 2002.

Annik Lussier éclate de rire quand on lui demande de décrire ce qui est pour elle une journée de travail typique : « Les journées ne sont jamais typiques au travail », affirme-t-elle. Il lui arrive même de passer jusqu'à 16 heures par jour au bureau.

Originnaire d'Ottawa, âgée de 26 ans et diplômée en journalisme, Annik est depuis octobre 2001 reporter au *Cairo Times*, un grand journal égyptien de langue anglaise, et un des plus indépendants. Elle a obtenu cet emploi par l'intermédiaire du Conseil national des relations canado-

arabes (voir la page 15), un des nombreux organismes d'exécution associés au Programme de stages internationaux pour les jeunes du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI). Elle adore le travail qu'elle fait, malgré son caractère imprévisible. « Ce que j'apprends ici équivaut à n'importe quelle maîtrise, constate-t-elle. C'est une expérience d'apprentissage extraordinaire. »

Annik se souvient encore très bien de son arrivée au Caire, ses sens saturés par la cacophonie, les odeurs âcres, la circulation et les foules de cette ville dont la population non officielle se chiffre à 16,5 millions d'habitants dans la journée, quand les travailleurs arrivent des villages voisins.

« C'est le chaos, dit-elle, mais un chaos organisé. »

Au cours de sa première année là-bas, elle a découvert certaines des merveilles du monde. Le Caire est

un lieu de contrastes où l'on passe sans transition de la poussière et du brouhaha d'une métropole très polluée au

spectacle de monuments vieux de 4 000 ans. Annik explique que les Pyramides lui ont inspiré « un grand respect de l'histoire ».

Elle rédige au moins deux articles par semaine pour le *Times*, dont le personnel est surtout étranger : des Américains, des Britanniques, des Canadiens, des Égypto-Américains et un Égyptien. Elle couvre souvent les affaires internationales, comme par exemple la réaction de l'Égypte aux attentats terroristes du 11 septembre 2001. Elle écrit aussi au sujet des grands dossiers nationaux, comme les difficultés qu'éprouvent les groupes de défense des droits de la personne en Égypte, ce qui lui apporte beaucoup de satisfaction. Quand son rédacteur en chef lui a appris que son article au sujet des droits de la personne avait été cité par des diplomates, elle a eu le sentiment d'avoir contribué à sa façon à changer les choses.

La partie la plus difficile de son travail est d'obtenir l'information rapidement. Les lignes téléphoniques multiples et la messagerie vocale ne sont pas encore implantées en Égypte, souligne-t-elle. Les interviews se font le plus souvent en personne, et il faut attendre que le thé ou le jus soit servi avant d'en venir au fait. Impatentée au début par cette approche cérémonieuse, elle a fini par accepter que c'est la façon de faire en Égypte et dans tout le monde arabe, où l'hospitalité traditionnelle est un fait culturel. C'est d'ailleurs une des nombreuses raisons qui lui font aimer le pays.

Initiation des jeunes aux enjeux internationaux

Le Programme de stages est un des grands programmes du MAECI pour les jeunes. Il donne à des Canadiens sans emploi ou sous-employés l'occasion d'acquérir une première expérience dans un travail international rémunéré et relié à leur carrière. Lancé en 1997 dans le cadre de la Stratégie



Annik Lussier, stagiaire du Programme de stages internationaux pour les jeunes du MAECI, devant l'immeuble du *Cairo Times* au Caire, en Égypte



Philip Strong, stagiaire du Programme de stages internationaux pour les jeunes du MAECI, au bureau de l'American Council of the Blind à Washington

emploi jeunesse, le Programme appuie des projets organisés en coopération avec des organisations privées et non gouvernementales. Il aide à coordonner chaque année 400 stages de 6 mois.

Chaque stage est conçu pour inculquer les compétences et les connaissances nécessaires à la réussite dans un travail à caractère international, procurant une expérience précieuse qui peut déboucher sur une carrière. Sans cette aide, il est souvent à peu près impossible de prendre pied sur le marché du travail international.

Des stages sont organisés dans chaque secteur de la politique étrangère canadienne : enjeux mondiaux; commerce international; culture et valeurs. Les projets inscrits sous la rubrique des enjeux mondiaux visent des objectifs prioritaires comme la paix et la sécurité humaine, les enfants touchés par la guerre, les droits de la personne et le développement démocratique. Les stagiaires en commerce apprennent à promouvoir le commerce international et le développement durable; ils collaborent avec divers conseils commerciaux, des organisations internationales et le secteur privé. De nombreux stagiaires en culture placés dans des entreprises de production cinématographique et télévisuelle y ont obtenu ensuite un emploi à plein temps. En organisant ces stages, le gouvernement respecte son engagement d'aider les jeunes Canadiens à servir leur pays, à trouver de l'emploi et à mettre à profit leurs compétences en affaires et leurs talents créateurs.

En 2001-2002, Philip Strong, 29 ans, de St. John's (Terre-Neuve), a passé six mois à l'American Council of the Blind (ACB) à Washington. Lui-même malvoyant, il a travaillé à la mise au point de signaux accessibles pour piétons. Après son stage, on lui a demandé de revenir poursuivre le projet, qui sera présenté aux autorités américaines. Pour les piétons aveugles et malvoyants, le résultat pourrait être l'apparition de meilleurs signaux aux intersections. Pour Philippe, il pourrait s'agir d'un emploi à plein temps à L'ACB.

Philip a eu sa part de difficultés à surmonter. Il a dû par exemple répondre aux questions qu'on ne cessait de lui poser sur son accent terre-neuvien. « On me demandait souvent de quelle partie de l'Irlande j'étais originaire », dit-il. Bien entendu, rien n'aurait pu le préparer à ce qui

s'est passé durant sa première semaine de travail : quelques jours à peine après son arrivée à Washington, la ville était frappée par les attentats du 11 septembre 2001. « Nous ne savions pas quoi penser, nous étions sidérés », raconte-t-il, se rappelant que la vie s'était soudainement arrêtée. Tenté de rentrer au pays, où les conditions étaient plus sûres, il a finalement décidé de persévérer.

Quand on leur demande quel aspect de leur stage ils ont le plus apprécié, Philip et Annik répondent tous deux que ce sont les gens. Philip a rencontré de nombreux Américains chaleureux et accueillants, comme ces camarades de travail qui l'ont reçu chez eux et ont tout fait pour l'aider à s'adapter à Washington. Annik est fascinée par la mentalité internationale des gens qu'elle rencontre au Caire. Tous deux estiment que cette expérience a cassé des stéréotypes et ouvert des possibilités qu'ils n'auraient sans doute jamais découvertes autrement.

D'Arcy Thorpe, le gestionnaire du Programme de stages internationaux pour les jeunes, explique : « C'est un moyen d'initier les jeunes aux grandes questions internationales, un moyen qui a fait ses preuves. Les stages internationaux devraient constituer un élément clé de la nouvelle Stratégie d'innovation du Canada. Comme nous voulons savoir ce qu'en pensent les gens, ce programme sera examiné au Sommet de l'innovation qui aura lieu à Toronto, en novembre, et auquel participeront des stagiaires et des partenaires du MAECI. » Le Sommet rassemblera des représentants du monde des affaires, du milieu universitaire et du gouvernement. Ensemble, ils élaboreront un plan d'action en vue de faire du Canada un chef de file mondial de l'innovation d'ici 2010.

La Zone jeunesse explore la sécurité humaine

Les jeunes Canadiens ont montré qu'ils se soucient de la sécurité humaine et qu'ils souhaitent être tenus au courant de ce dossier. Ils pourront dorénavant trouver l'information souhaitée en consultant une page Web conçue expressément pour eux dans le site du MAECI consacré à la sécurité humaine. La Zone jeunesse sera lancée cet automne.

La Zone jeunesse est destinée aux étudiants du niveau secondaire et de l'université. Elle renfermera des renseignements sur la sécurité humaine en général, et plus particulièrement sur le Programme canadien de la sécurité humaine. Elle présentera

en outre des photographies et des récits de jeunes ayant une expérience pratique de la consolidation de la paix et de la sécurité humaine.

La Zone jeunesse constituera un outil de recherche pour

les étudiants et une précieuse ressource pour les enseignants qui veulent sensibiliser leurs élèves à la sécurité humaine. Faites-vous un signet du site Web de la Zone jeunesse :

www.humansecurity.gc.ca/jeunesse-f.asp



Programmes d'emplois autonomes

Le Programme de stages est un moyen pour le MAECI d'aider les jeunes à élargir leurs horizons, mais il n'est pas le seul, car le Ministère négocie par ailleurs des accords interna-

tionaux qui permettent aux jeunes Canadiens de travailler à l'étranger sous quatre autres régimes : le Programme de vacances-travail, le Programme de vacances-travail pour étudiants (PVTE), le Programme d'échanges de jeunes travailleurs et le Programme d'enseignement coopératif. « Nous préparons le chemin qui mène les jeunes à l'étranger », commente Michel Gigault, chef de la section responsable de ces accords, qu'il qualifie de « secret le mieux gardé du Canada ». Grâce à ces accords, qui ont facilité selon lui quelque 36 000 échanges avec toutes les parties du monde, un nombre égal de stagiaires canadiens se rendent outre-mer et de stagiaires étrangers viennent au Canada. « Cela donne la possibilité à des jeunes d'autres pays d'apprendre à connaître la culture et les valeurs canadiennes en séjournant chez nous, ajoute-t-il. Beaucoup d'anciens participants étrangers, qui ont accédé par la suite à des postes importants dans le milieu des affaires ou le service diplomatique de leur propre pays, affirment que leur expérience au Canada s'est traduite par une amélioration des relations bilatérales et un accroissement des échanges commerciaux. »

Les programmes s'adressent aux jeunes de 18 à 30 ans et ont pour buts de leur inculquer de nouvelles compétences en travail international et de les exposer à des cultures étrangères. Les participants demandent un permis de travail temporaire à l'étranger; dans de nombreux cas, l'organisme d'exécution les aide à trouver un emploi.



Photo : avec la permission de Véronique Côté

Véronique Côté, stagiaire de l'organisme Enfants d'ici ou d'ailleurs, à une école d'Hammamet, en Tunisie, où elle a enseigné les relations interculturelles et les enjeux de la Francophonie, de la sécurité humaine, du civisme et de l'environnement.

Une bonne direction pour les jeunes

Internet est souvent déroutant, voire intimidant. Y a-t-il un site où on peut dénicher l'information précise dont on a besoin, en sachant que ce qu'on trouve est fiable? Pour les jeunes Canadiens, la réponse est oui : Direction jeunesse.

Lancé en mars 2002, le site Web de Direction jeunesse est conçu par des jeunes et pour les jeunes. Il couvre tous les programmes, services et renseignements du gouvernement du Canada qui les intéressent, qu'il s'agisse d'éducation, de voyages ou d'emploi.

Administré par Développement des ressources humaines Canada, Direction jeunesse est le fruit de la collaboration de quelque 400 jeunes Canadiens et de 16 ministères fédéraux, dont le MAECI. C'est une des plus grandes initiatives en direct du gouvernement.

Avec son format et sa présentation jeunes, Direction jeunesse est un exemple des efforts accomplis par le gouvernement pour impliquer les jeunes dans ses activités. Il met en vedette une équipe de jeunes qui présentent dans le site des reportages sur les actualités qui concernent ce groupe d'âge. On y trouve effets sonores, mouvement, animation et même un hôte virtuel qu'on peut personnaliser. À ne pas manquer, au <http://directionjeunesse.ca>



Il y a trois ans, Dara Parker, 22 ans, de Richmond Hill (Ontario), est allée en Irlande dans le cadre du PVTE, dont l'organisme d'exécution est la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants. Elle a trouvé un emploi dans un bar d'hôtel sur la côte Ouest, ce qui lui a fait connaître la culture irlandaise et lui a permis de visiter le pays. « Être à un nouvel endroit, rencontrer des gens du monde entier, cela a été enrichissant et stimulant », confie-t-elle. Ce qu'elle a le plus apprécié, c'est « d'avoir acquis une nouvelle perspective sur une culture différente ».

Depuis la création du PVTE, en 1975, les accords conclus sous son régime ont permis à plus de 25 000 jeunes de voyager et de travailler à l'étranger. Les participants, actuellement au nombre de 2 700 par année, peuvent choisir leur emploi en communiquant avec l'organisme partenaire d'un pays pour se renseigner sur les offres. Une fois qu'ils ont trouvé un emploi qui les intéresse, ils assistent à une séance d'orientation et se préparent à partir. « Cela m'a certainement donné le goût de continuer à voyager et de rechercher d'autres expériences culturelles », dit Dara, qui s'est rendue par la suite en Australie, en Nouvelle-Zélande, aux Fidji et en France. Le PVTE lui a facilité les choses et lui a fourni de bons contacts. Elle trouve que c'est un excellent programme pour tous ceux que la perspective d'un premier voyage rend nerveux, ou pour les personnes qui veulent un filet de sécurité.

La politique étrangère en première ligne

D'autres programmes, lesquels font souvent appel à des organismes partenaires, associent les jeunes à la promotion des objectifs de la politique étrangère canadienne. Un de ces organismes partenaires est Enfants d'ici ou d'ailleurs, une organisation non gouvernementale (ONG) qui se consacre à la sécurité humaine dans les pays de la Francophonie. À chaque année, cette ONG organise des stages d'un an pour 20 étudiants âgés de 20 à 25 ans de l'Université de Montréal et de l'Université du Québec à Montréal. Les stagiaires passent neuf mois à étudier divers aspects de la sécurité humaine avec les coordonnateurs du programme, puis vont

dans des écoles du Québec acquérir de l'expérience dans le domaine de l'enseignement. Ils passent ensuite cinq semaines dans un pays africain où ils mettent leurs connaissances en pratique, enseignant la sécurité humaine dans des écoles et des collectivités.

Véronique Côté a été stagiaire en Tunisie en 2002. « Cette expérience m'a transformée, affirme-t-elle. J'ai pu m'ouvrir à une autre culture et échanger des idées avec des gens dont la mentalité était parfois différente de la mienne. » Les stagiaires ont produit des vidéos, organisé des rencontres avec des dirigeants locaux et, explique Véronique, « enseigné aux enfants que les droits existent pour assurer que nos besoins sont satisfaits ».

Programmes de travail au Canada

Pour les jeunes qui préfèrent rester au pays, le MAECI offre d'autres occasions de s'initier aux grands dossiers de la politique étrangère, notamment le Programme des jeunes ambassadeurs pour l'action contre les mines, que réalisent en coopération Mines Action Canada et la Croix-Rouge canadienne. Ce programme unique en son genre est conçu pour sensibiliser et mobiliser la collectivité. Des organisations de toutes les régions du Canada accueillent chaque année de jeunes ambassadeurs, qui s'emploient à faire connaître par leur enseignement les effets dévastateurs des mines terrestres sur les civils innocents et leurs collectivités. Leur travail aide le Canada à tenir son engagement en faveur d'une interdiction complète des mines terrestres.

Depuis sa création en 1998, quelque 33 jeunes ambassadeurs ont participé à ce programme. Un d'entre eux, Darryl Toews, de Morden (Manitoba), a travaillé avec des enseignants et des étudiants de toute sa province. « Je voyais mon rôle comme celui d'une personne-ressource, voire d'un animateur chargé de motiver les gens à faire plus que se renseigner sur le problème et à agir pour aider à le résoudre », de dire Darryl.

En 1999-2000, à titre de jeune ambassadeur, Darryl a organisé durant 11 mois des exposés, des collectes de fonds et d'autres activités. Il s'agissait de sensibiliser l'opinion du public au problème mondial des mines terrestres et de l'informer sur l'action que mène le Canada pour la mise en œuvre de la Convention d'Ottawa sur l'interdiction de ces mines. La réaction était souvent extraordinaire : « J'ai été maintes fois très inspiré par ce que faisaient des jeunes ici, et pour moi cela a été l'aspect le plus enrichissant de l'expérience que j'ai vécue. »

La Conférence sur les enfants touchés par la guerre, qui a eu lieu à Winnipeg en septembre 2000, a aussi été une

occasion exceptionnelle de participer à l'élaboration de la politique étrangère (voir *Canada — Regard sur le monde*, numéros 9 et 10). Des jeunes y ont siégé avec des adultes à la table de décision et, après la conférence, ont collaboré comme conseillers à d'autres projets visant les enfants touchés par la guerre.

Dans le cadre de sa campagne en faveur de la Cour pénale internationale, le MAECI a aidé War Child Canada à organiser un forum des jeunes sur la justice pénale internationale, à Ottawa, du 1^{er} au 3 mars 2002. Cinquante étudiants d'écoles secondaires et d'universités de toutes les régions du pays ont assisté à cette conférence pour mieux s'informer au sujet de la justice internationale et de la Cour.

Une occasion à saisir

Aux jeunes qui envisagent de participer à l'une ou l'autre des initiatives du Ministère à leur intention, Philip Strong n'a qu'un conseil à donner : « Ne laissez pas passer une occasion comme le programme de stages. »

« Ce sera une année formidable », dit Darryl Toews du programme d'action contre les mines. Selon lui, il est particulièrement gratifiant de voir les résultats de son travail.

Annik Lussier sait que les participants aux programmes du MAECI pour les jeunes risquent d'éprouver des frustrations et de traverser des moments difficiles. Mais le plus important, rappelle-t-elle, « c'est que vous en retirerez une expérience des plus enrichissantes ». 🍁

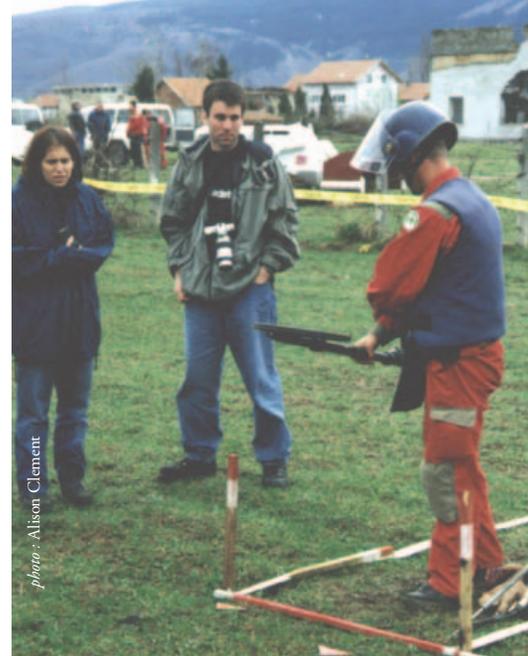


photo : Alison Clement

En avril 2000, Darryl Toews et Carla Potts, jeunes ambassadeurs pour l'action contre les mines, observent le déminage dans un quartier de Sarajevo, en Bosnie-Herzégovine.

Pour plus de renseignements sur les programmes du MAECI pour les jeunes, consultez les sites suivants :

Programme de stages internationaux pour les jeunes
www.dfait-maeci.gc.ca/interns

Programme internationaux pour les jeunes
www.dfait-maeci.gc.ca/123go

LE SOMMET DE JOHANNESBURG

Un succès pour le développement durable — et pour les jeunes Canadiens

Quand Justin Friesen est entré en 6^e année au début de septembre, à Halifax (Nouvelle-Écosse), il en avait long à raconter sur l'été qu'il venait de passer.

En mai dernier, à la Conférence internationale des enfants sur l'environnement, à Victoria (Colombie-Britannique), Justin a été un des deux délégués choisis pour assister au Sommet mondial sur le développement durable à Johannesburg, en Afrique du Sud. Il est arrivé à Johannesburg à la fin août, avec une longue liste de choses à faire, notamment adresser la parole aux dirigeants du monde, rencontrer le premier ministre Jean Chrétien et se renseigner davantage sur la nature de la pauvreté dans un pays en développement.

« J'étais sans voix quand nous sommes passés devant certaines maisons de Soweto, assure Justin. On aurait dit qu'on ne pouvait pas s'y étendre. Je n'ai jamais rien vu de pareil. Mais c'est une bonne chose que j'aie vu cela. »

Organisé pour faire le suivi du Sommet de la Terre tenu en 1992 à Rio de Janeiro, le Sommet de Johannesburg a rassemblé du 26 août au 4 septembre des dizaines de milliers de personnes : chefs d'État et de gouvernement, délégués nationaux, dirigeants d'organisations non gouvernementales (ONG), journalistes, gens d'affaires et

autres participants importants. Leur mission : relancer l'engagement mondial en faveur du développement durable en intégrant les priorités environnementales, économiques et sociales. Le Canada estime pour sa part que le développement durable ne peut être atteint que par des partenariats efficaces entre gouvernements, secteur privé, ONG, collectivités locales, etc. — sans oublier les jeunes.

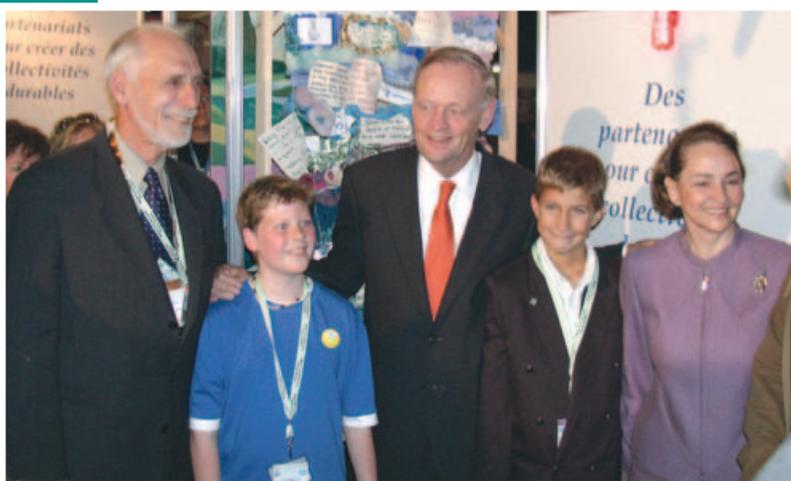
Le point de vue des jeunes

Le 12 août, Journée internationale de la jeunesse de l'ONU, des jeunes du monde entier sont allés exprimer leurs préoccupations à Johannesburg. Jeunes élèves de l'école primaire, adolescents ou jeunes adultes œuvrant pour le changement social, ils ont su se faire entendre.

L'un d'entre eux était Ryan Hreljac, 11 ans, de Kemptville (Ontario), fondateur de Ryan's Well, un organisme qui recueille des fonds pour creuser des puits en Afrique (voir *Canada — Regard sur le monde*, numéro 16, page 19). Ryan parcourt le monde en défendant le droit fondamental à une eau propre. Il a rencontré au Sommet le premier ministre Chrétien et le prince Willem Alexander des Pays-Bas. Il a aussi prononcé un discours avec la ministre de la Coopération internationale Susan Whelan.

Ryan a participé à une table ronde parrainée par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) sur le thème « L'eau, la pauvreté et les enfants ». Parmi les huit autres intervenants à cette occasion, il faut mentionner Nane Annan, épouse du secrétaire général de l'ONU Kofi Annan; Lena Sonmestad, la ministre suédoise de l'Environnement; David Nabarro, directeur exécutif du développement durable à l'Organisation mondiale de la santé; et Kul Gautam, directeur général adjoint de l'UNICEF.

Ce qui a le plus impressionné Ryan au Sommet, ce sont les travaux d'approvisionnement en eau qu'il a visités dans les camps de squatters et de réfugiés près de Johannesburg. « Nous avons pu parler aux gens et voir comment ils vivaient dans ces huttes en fer blanc, sans eau courante ni électricité. Cela m'a fait envisager ce sommet de dirigeants mondiaux sous un autre angle. »



Les jeunes délégués Justin Friesen et Ryan Hreljac avec le ministre de l'Environnement David Anderson, le premier ministre Jean Chrétien et M^{me} Aline Chrétien au Sommet mondial sur le développement durable à Johannesburg



La ministre de la Coopération internationale Susan Whelan visite la salle d'exposition du Sommet mondial sur le développement durable avec Ryan Hreljac et des représentants du Brésil.

Jeunes stagiaires au Sommet

On a aussi remarqué au Sommet, dans divers rôles, environ 25 anciens et nouveaux stagiaires de programmes internationaux pour les jeunes parrainés par le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, l'Agence canadienne de développement international et Développement des ressources humaines Canada (voir « Échanger le sac à dos contre la mallette », page 4). C'est le cas par exemple d'Alyson Slater qui a fait un stage de six mois au World Business Council for Sustainable Development à Genève; elle travaille maintenant à la Global Reporting Initiative (GRI), une ONG internationale basée à Amsterdam qui encourage les entreprises à déclarer leur performance environnementale et sociale.

« La GRI reste le plus neutre possible, affirme-t-elle. Nous mettons les entreprises en contact avec les gouvernements, les syndicats et les ONG, pour qu'elles sachent exactement quelles informations leurs correspondants veulent obtenir. »

Un processus de consultation de cinq ans a culminé au Sommet de Johannesburg avec la publication de l'édition 2002 des directives visant les rapports d'entreprise sur la durabilité, de GRI. Ces directives proposent 60 indicateurs précis pour la collecte et la déclaration d'informations sur les sujets les plus variés, du travail des enfants jusqu'aux effluents industriels.

Dans les moments de loisir que lui laissaient ses fonctions de représentante de GRI au Sommet, Alyson a organisé avec autre ancienne stagiaire, Dagmar Timmer, une réception en l'honneur des programmes de stages du Canada. Y ont assisté 25 stagiaires ainsi que des représentants de 20 organisations hôtes de toutes les parties du monde et de l'Institut international du développement durable, un partenaire des programmes de stages basé à Winnipeg (Manitoba), soit une soixantaine de personnes en tout.

La ministre de la Coopération internationale Susan Whelan a pris la parole lors de l'événement.

« Nous allons continuer d'investir dans les jeunes et de trouver de nouvelles façon d'innover, d'apprendre et d'atteindre l'excellence, a déclaré la ministre Whelan. Nous sommes toujours résolu à inculquer des compétences de pointe par des expériences de travail axées sur la carrière et à aider les jeunes à poursuivre des études avancées. »

« Ces programmes pour les jeunes sont très bénéfiques, dit Alyson, non seulement pour nous sur les plans personnel et professionnel, mais aussi pour le Canada. Il y a des stagiaires qui travaillent aux Nations Unies, dans des ONG et même dans des entreprises, et qui essaient d'attirer davantage l'attention sur le développement durable. Je crois vraiment que nous sommes des ambassadeurs du Canada. »

Les résultats officiels du Sommet...

Le Canada est satisfait du Sommet, dont les trois principaux résultats sont une déclaration politique, un plan de mise en œuvre et des partenariats non négociés pour le développement durable. Les priorités déclarées du Canada ont toutes été atteintes.

Les textes négociés, par exemple, reflètent l'importance que le Canada attache à la saine gestion des affaires publiques comme condition préalable du développement durable. En fait, le Canada a réservé 6 milliards de dollars sur 5 ans en ressources nouvelles et existantes pour établir les conditions préalables du développement durable en Afrique, conformément à l'engagement en faveur d'un nouveau partenariat avec l'Afrique qu'ont pris les pays du G8 en juin dernier à leur sommet de Kananaskis (Alberta). Le Sommet de Johannesburg a fixé des cibles réalistes pour l'atteinte des priorités convenues, et a reconnu l'importance des partenariats entre les secteurs public et privé.

Le Sommet a entériné, entre autres, les Objectifs de développement du millénaire pour l'éradication de la pauvreté et l'atteinte du développement durable, proposés au Sommet du millénaire de l'ONU en 2000. En outre, le



Alyson Slater, une ancienne stagiaire, maintenant membre du personnel de la Global Reporting Initiative, au Sommet de Johannesburg



La jeune déléguée Severn Cullis-Suzuki, fille de l'écologiste David Suzuki, au Sommet de Johannesburg. Il y a 10 ans, au Sommet de Rio, au Brésil, Severn (alors âgée de 12 ans) avait déclenché une ovation avec son discours passionné sur la nécessité de sauver le monde pour les générations futures.

Sommet a défini de nouvelles cibles et de nouvelles mesures dans des domaines comme l'assainissement, la gestion rationnelle des produits chimiques, et le renouvellement et la conservation des stocks de poissons. Sur la difficile question des énergies renouvelables, il a trouvé un compromis, les délégués s'engageant à les utiliser davantage mais sans objectifs concrets ni échéances précises. Enfin, le Canada a réussi à obtenir que le plan de mise en œuvre accorde la place qui leur revient aux droits de la personne et à la santé des femmes.

L'événement le plus significatif pour le Canada a cependant été l'annonce par le premier ministre d'un vote du Parlement avant la fin de l'année sur la ratification du Protocole de Kyoto. M. Chrétien a aussi promis d'agrandir la superficie des parcs nationaux et des aires de conservation marines du Canada; le 3 octobre, il a annoncé les premières démarches qui seront effectuées dans le cadre de cette initiative.

Dans son allocution au Sommet, le premier ministre a souligné que la bonne intendance de l'environnement est une obligation universelle, car il est de plus en plus reconnu à l'échelle mondiale que l'air pur, l'eau propre et les aliments sains sont des besoins universels. « Le consensus atteint ici à Johannesburg nous aidera à créer un monde

plus propre et plus sain pour nos enfants et pour les générations à venir, a promis M. Chrétien. Du développement durable dépend la destinée même de notre planète. »

...et les résultats officiels

Pour de nombreux délégués, les résultats durables du Sommet seront les amitiés, les alliances et les réseaux qu'ils auront formés.

« Pour les ONG africaines, c'est une occasion extraordinaire de travailler avec les ONG mondiales et de puiser à de nouvelles sources d'information », fait remarquer Roxanne Breton, stagiaire de Développement des ressources humaines Canada, qui a travaillé comme agent de liaison pour l'Afrique du Sud de Leadership en matière d'environnement et de développement international, un réseau mondial basé à Londres. « Il en va de même des ONG mondiales, qui obtiennent des connaissances d'un autre

ordre du fait de leur présence ici en Afrique. »

Justin Friesen a beaucoup appris de son voyage, assez en fait pour y consacrer plusieurs comptes rendus. Il a tenu un journal, qui paraîtra dans son site Web (www.justinvision.com). Il a également exposé ses expériences personnelles à la délégation canadienne officielle au Sommet, à l'occasion d'une des

réunions quotidiennes de la délégation.

Après l'exposé qu'il a fait aux dirigeants du monde sur divers sujets, dont le changement climatique et l'eau propre, Justin était optimiste. « Je crois qu'ils ont vraiment compris cette fois-ci — enfin! », s'exclame-t-il. 🍁

Le développement durable est le développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins.

— *Notre avenir à tous : Rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement (rapport Brundtland), 1987*

Pour plus de renseignements sur le Sommet de Johannesburg et le rôle du Canada dans le développement durable, consultez : www.wssd.gc.ca

Pour plus de renseignements sur la fondation Ryan's Well, consultez : www.ryanswell.ca



DE KANANASKIS À BEYROUTH

Le Canada au Sommet de la Francophonie

Le neuvième Sommet de la Francophonie a eu lieu à Beyrouth, au Liban, du 18 au 20 octobre. Le Sommet a réuni des chefs d'État et de gouvernement de 55 pays représentant 625 millions de personnes dont la langue commune est le français. Ils ont abordé des questions internationales qui intéressent les francophones de partout et ont fait la promotion de la conception francophone de la diversité sociale dans le monde.

Depuis le premier Sommet, qui a eu lieu à Paris en 1986, l'Organisation internationale de la Francophonie est devenue un important forum multilatéral pour le dialogue et les échanges politiques, et pour la mobilisation de ressources à l'appui de la coopération au sein de la Francophonie.

La Francophonie considère que le dialogue est la clé d'une société mondiale où diverses identités peuvent s'épanouir au profit de tous. Réunissant des représentants de plusieurs pays et cultures d'Europe, d'Afrique du Nord et d'Afrique sub-saharienne, d'Asie, d'Amérique du Nord et des Antilles, la Francophonie cherche à instaurer une approche ouverte et pluraliste de la culture et s'emploie activement à promouvoir le respect des minorités et la tolérance. Elle défend la complémentarité cohésive des cultures plutôt que la domination d'une culture en particulier.

Une vision de la diversité culturelle

Le thème du Sommet de Beyrouth était « Le dialogue des cultures ». Ce thème a été exploré dans le cadre de nombreuses discussions sur des questions politiques et économiques. En outre, des propositions ont été

déposées sur des programmes favorisant la communication entre les États membres et au-delà. Le Canada était représenté par le premier ministre Jean Chrétien, Sheila Copps, ministre du Patrimoine canadien, et Denis Paradis, secrétaire d'État à l'Amérique latine, à l'Afrique et à la Francophonie.

Le premier ministre Chrétien a déclaré dans un article publié récemment : « La Francophonie a été la toute première organisation internationale à mener une réflexion approfondie sur la nécessité de promouvoir la diversité culturelle. Le Sommet de Beyrouth permettra aux chefs d'État et de gouvernement d'aller encore plus loin dans un dialogue sur la compréhension, l'acceptation et le rapprochement des différentes cultures, et contribuera ainsi à éviter d'autres tragédies comme celle que nous avons connue en septembre 2001 et qui continue à marquer notre vie à tous. »

Le secrétaire d'État Paradis a ajouté : « Les nombreuses cultures qui forment la Francophonie et l'usage commun de la langue française amènent les pays membres à unir leurs efforts sur le plan aussi bien politique qu'économique, ce qui fait de la Francophonie un véritable modèle de diversité culturelle.



Sur la Méditerranée — Beyrouth, capitale du Liban et lieu du neuvième Sommet de la Francophonie



**IX^e SOMMET DE LA
FRANCOPHONIE**
Beyrouth 2002

L'attachement du Canada au multiculturalisme ainsi que la richesse et le dynamisme de notre culture française nous confèrent un rôle important et privilégié dans ce dialogue des cultures, rôle qui a donné une grande valeur à notre participation aux discussions du Sommet de Beyrouth. »

L'apport du Canada

L'appartenance du Canada à la Francophonie est un des principaux axes de la politique étrangère de notre pays. Notre participation est le reflet de la dualité linguistique du pays et témoigne de son attachement à une communauté francophone unique, moderne et diverse à l'intérieur de ses frontières. Cette appartenance du Canada lui offre la possibilité de témoigner de sa solidarité et de former des liens spéciaux relativement à des questions internationales très diverses :

photo : avec la permission de l'ambassade du Liban, Ottawa (ministère du Tourisme)



Pour plus de renseignements sur le Canada en Francophonie, consultez : www.dfait-maeci.gc.ca/foreign_policy/francophonie



la langue et la culture; la politique et l'économie; la coopération internationale; et les transferts technologiques.



Outre sa participation à la Francophonie en qualité d'État membre, le Canada a été l'hôte de deux Sommets de la Francophonie, soit à Québec en 1987 et à Moncton (Nouveau-Brunswick) en 1999 (voir *Canada — Regard sur le monde*, numéro 5). Le thème principal du Sommet de Moncton était la jeunesse : pour la première fois, de jeunes délégués ont été invités à participer au Sommet en même temps que des chefs d'État et de gouvernement. Avant même la tenue du Sommet, des jeunes ont pris part à des consultations préparatoires au cours desquelles ils se sont penchés sur les enjeux les confrontant tant dans leur propre environnement que sur le plan international.

La jeunesse et la Francophonie



Deux documents principaux ont été produits à la suite du Sommet de 1999 : la Déclaration de Moncton et le Plan d'action qui en découlait. Les deux documents consacraient l'importance de la jeunesse au sein de la Francophonie. En fait, le premier chapitre de la Déclaration porte exclusivement sur des questions touchant la jeunesse; dans ce chapitre, les dirigeants s'engageaient à associer complètement les jeunes à leurs actions.



Le Plan d'action de Moncton comprend quatre domaines d'actions : la concertation et la participation des jeunes; l'insertion sociale et professionnelle; la mobilité des jeunes; et un accès facilité aux nouvelles technologies. Le Plan était particulièrement orienté vers les pays en développement, ceux-ci étant fortement représentés au sein de la Francophonie.

C'est grâce au Sommet de Moncton que cette attention accordée à la

jeunesse est désormais institutionnalisée et qu'elle est explicite dans tous les aspects des activités de la Francophonie.

Action pour l'Afrique

Le Sommet de Beyrouth offre la possibilité de mettre à profit d'autres initiatives récentes, par exemple le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NPDA). Cette initiative a une importance particulière pour la Francophonie, étant donné que les pays d'Afrique forment la majorité de ses membres. Le NPDA est une promesse faite par les dirigeants africains aux populations de ce continent d'établir une paix et une sécurité durables, de renforcer la démocratie et l'application de bons principes de gouvernement, d'ouvrir les pays au commerce et à l'investissement, de s'employer à résoudre les crises dans le domaine des soins de santé et de l'éducation et, de façon générale, de favoriser un développement axé sur les personnes.

En juin dernier à Kananaskis (Alberta), le Sommet du G8 a adopté le Plan d'action pour l'Afrique en vue de promouvoir l'engagement envers les principes définis dans le document du NPDA (voir « Nouvelles en bref », page 19). Le Canada a été l'un des principaux partisans du Plan d'action, lequel a également reçu un solide appui du pays qui présidera le Sommet du G8 de 2003, la France. Comme les deux pays appartiennent à la fois au G8 et à la Francophonie, ils peuvent contribuer au succès du NPDA et du Plan d'action pour l'Afrique, particulièrement en ce qui concerne les pays africains francophones.

Le NPDA représente une possibilité historique pour l'Afrique. Son objectif est d'améliorer réellement la qualité de vie des habitants de ce continent — et la Francophonie a un rôle déterminant à jouer dans cette amélioration. 🍁

JEAN PAUL LEMIEUX

Une vision du Canada à Beyrouth

Durant le Sommet de la Francophonie, les amateurs d'art de Beyrouth ont pu explorer l'œuvre d'un peintre québécois réputé. L'exposition *Jean Paul Lemieux — Visions du Canada* est parrainée par le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, les Archives nationales du Canada et le Musée canadien de la poste—Musée canadien des civilisations. Elle comprend 12 tableaux commandés par Postes Canada pour illustrer une série de timbres commémoratifs à l'occasion de la Fête du Canada en 1984, et représentant des scènes de chacune des 10 provinces canadiennes, du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest. Lemieux les a créés sur une période de plusieurs années, travaillant surtout de mémoire.

Les timbres ont été dévoilés et les tableaux ont été exposés pour la première fois à Québec en juin 1984, à la résidence officielle du gouverneur général du Canada. « Extraordinaire! », s'écria un des invités au vernissage. « Vous croyez?, répondit le peintre. C'est seulement ma vision du pays. » Quatorze ans plus tard, en 1998, le Musée canadien de la poste—Musée canadien des civilisations a produit dans la région de la capitale nationale l'exposition qui est maintenant présentée à Beyrouth.

Né à Québec en 1904, Jean Paul Lemieux commence à peindre dès son jeune âge, puis étudie à l'École des beaux-arts de Montréal et en France, séjournant également en Californie. Il aura débuté comme paysagiste, mais ses œuvres les plus connues, qui datent

**Ce qui m'intéresse, c'est
de peindre la solitude
de l'homme et le passage
inexorable du temps.**

**J'essaie d'exprimer
ce silence où nous
évoluons tous.**

—Jean Paul Lemieux

de sa maturité, représentent de rares personnages sans relief dans des décors austères. Son style minimaliste évoluera nettement vers l'abstraction, mais il ne créera jamais rien de totalement abstrait.



Île-du-Prince-Édouard (ci-dessus) et Saskatchewan, deux des toiles commandées à Jean Paul Lemieux par Postes Canada en 1984 pour une série de 12 timbres commémoratifs



photos : Société canadienne des postes

Avant sa mort en 1990, il reçoit de nombreuses distinctions, dont l'Ordre du Canada, et sera fait grand chevalier de l'Ordre du Québec à titre posthume. Il est encore aujourd'hui l'un des artistes québécois les plus exposés.

Des timbres-poste de pays de la Francophonie seront présentés conjointement dans le cadre d'une plus grande exposition. Cette collection d'œuvres de Lemieux est montrée pour la première fois à l'étranger, et c'est aussi la première exposition d'un peintre canadien à Beyrouth. Elle a été inaugurée par le premier ministre Jean Chrétien et le premier ministre du Liban, Rafic Hariri, et se poursuivra jusqu'au 30 octobre. 🌸

UN ÉLÉMENT DE LA MOSAÏQUE CULTURELLE CANADIENNE

La communauté libano-canadienne contribue à la vitalité de notre culture francophone

À Beyrouth, au Liban, où ils ont assisté au neuvième Sommet de la Francophonie, le premier ministre Jean Chrétien, Sheila Copps, ministre du Patrimoine canadien, et Denis Paradis, secrétaire d'État à l'Amérique latine, à l'Afrique et à la Francophonie, se sont trouvés au pays d'origine de milliers de leurs concitoyens.

Il y a plus de 100 ans que les premiers immigrants de langue arabe sont arrivés au Canada en même temps que d'autres immigrants originaires notamment d'Europe orientale, centrale et méridionale. Tous ont contribué à la riche diversité culturelle qui définit le Canada d'aujourd'hui.

Humbles débuts

Les quatre premiers immigrants en provenance du Liban (qui faisait alors partie de la Syrie) arrivent à Montréal en 1882. Ces nouveaux arrivants gagnent habituellement leur vie comme colporteurs au centre-ville de Montréal ou dans des localités rurales près des villes ontariennes de London et de Stratford, ou encore comme grossistes, approvisionnant les colporteurs en marchandise.

De nos jours, plusieurs Libano-Canadiens ont des diplômes universitaires, parlent les deux langues officielles du Canada et exercent des professions libérales comme la médecine, le droit, le génie et l'enseignement. Deux députés du Parlement canadien, Mark Assad (Gatineau) et Mac Harb (Ottawa-Centre), sont d'origine libanaise, ainsi qu'un sénateur, Pierre Debané, comme l'était feu Joe Ghiz, ancien premier

ministre de l'Île-du-Prince-Édouard. Les Libano-Canadiens sont présents dans les arts comme écrivains (surtout en français), peintres et musiciens. Le Musée canadien des civilisations, à Gatineau (Québec), tient l'exposition *Ces pays qui m'habitent* jusqu'en mars 2003; il s'agit de la première exposition d'artistes arabo-canadiens, dont plusieurs d'origine libanaise.

Une femme, en particulier, Annie Midlige, acquiert une certaine notoriété parmi les premiers immigrants libanais. Née dans les montagnes des environs de Beyrouth, elle arrive à Ottawa en 1895. Établie à Ottawa, cette veuve quadragénaire remonte la rivière Gatineau à l'aviron, accompagnée d'un guide indien, et s'enfonce dans l'arrière-pays québécois, où elle fonde des comptoirs et s'adonne au commerce des fourrures. Elle livre une rude concurrence à la Compagnie de la Baie d'Hudson (la plus vieille entreprise du pays dans ce secteur et aujourd'hui une vaste chaîne de grands magasins).

En 1901, environ 2 000 Syrio-Libanais vivent au Canada. Une politique d'immigration restrictive, dite « anti-asiatique », visant notamment les immigrants d'origine arabe, réduit le nombre de nouveaux

arrivants en provenance du Liban et de la Syrie entre 1911 et 1951, mais à partir du milieu des années 1950, les Libanais constituent le groupe le plus important d'Arabes au Canada.

Au milieu des années 1970, durant la guerre civile libanaise, le Canada est le seul pays à prendre des mesures d'immigration spéciales pour aider les Libanais qui fuient le conflit, ouvrant même un bureau de visas d'urgence à Nicosie, à Chypre, en 1989. Le fait que plusieurs Libanais ont déjà de la famille au Canada facilite leur adaptation à un nouveau milieu. De plus, l'influence française au Liban, où l'arabe et le français sont les langues officielles, incite la majorité d'entre eux à s'installer à Montréal.

Les Libanais et Montréal

Depuis les années 1880, Montréal attire beaucoup les nouveaux immigrants libanais. Sa communauté libanaise est la plus nombreuse au Canada et contribue énormément au dynamisme de la culture francophone. Comme les Libanais de Beyrouth, qui émaillent leurs phrases d'expressions arabes, françaises et anglaises, les Libano-Canadiens de Montréal passent sans effort du français à l'arabe au cours d'une même conversation.



photo : collection privée de la famille E. Aboud. Avec la permission du Centre d'histoire de Montréal et de l'organisateur de l'exposition *Min Zamaan — Depuis longtemps : la présence syrienne-libanaise à Montréal.*

Faris et Yusuf Aboud, immigrants syro-libanais, dans leur mercerie, « E. Aboud », à l'intersection des rues Craig et Saint-Urbain à Montréal, vers 1912. Les frères ont ouvert leur magasin en 1908.

Le Centre d'histoire de Montréal présente du 10 octobre 2002 au 25 mai 2003 une exposition intitulée *Min Zamaan — Depuis longtemps : la présence syrienne-libanaise à Montréal entre 1882 et 1940*, organisée par Brian Aboud ([voir www2.ville.montreal.qc.ca/chm/exptempf.shtm](http://www2.ville.montreal.qc.ca/chm/exptempf.shtm)).

Prospérité dans une nouvelle patrie

Aujourd'hui, plus de 250 000 Libanais vivent au Canada. Outre celle de Montréal, les grandes communautés libanaises sont en Ontario, principalement à Ottawa (et sur l'autre rive de l'Outaouais, à Gatineau, au Québec), à Toronto, Hamilton, Windsor et London, ainsi qu'à Edmonton, en Alberta, et en Nouvelle-Écosse.

Tout comme les premiers immigrants syro-libanais qui s'étaient lancés en affaires, les nouveaux immigrants d'après la guerre civile ont ouvert dans toutes les grandes villes du Canada des restaurants dont les enseignes en arabe et en français ou en anglais annoncent des spécialités telles que le *shawarma* et le *falafel*.

La plupart des immigrants de la première vague ne sont jamais retournés dans leur pays d'origine, mais les générations subséquentes ont gardé des liens solides avec le Liban, où ils retournent régulièrement en vacances et où ils envoient des sommes d'argent substantielles à leur famille et aux œuvres de charité. Grâce à la télévision par satellite, à la câblodistribution numérique et aux cartes téléphoniques

peu coûteuses, la plupart des immigrants libanais peuvent garder avec le Liban des contacts qui étaient impossibles à leurs devanciers. Quant aux liens économiques, ils sont en évidence sur les affiches de Beyrouth annonçant des marchandises fabriquées au Canada et dans les magasins qui offrent des vêtements confectionnés à Montréal.

Les immigrants libanais ont aussi tissé de solides liens communautaires au Canada. De nombreux journaux de langue arabe sont publiés partout au Canada, dont plusieurs à Montréal, qui comportent des articles en français et en arabe. La première église syrienne-grecque orthodoxe au Canada a été construite à Montréal en 1910, et la première mosquée au Canada, al-Rashid, a été érigée par des immigrants libanais à Edmonton en 1938.

Le Conseil national des relations canado-arabes est un réseau dont le siège est à Ottawa. Fondé en 1985 avec la participation de la communauté libanaise de Montréal, en coopération avec les gouvernements, le secteur privé et les organisations communautaires, il s'emploie à mieux faire connaître le monde arabe et les liens commerciaux, scientifiques, éducatifs

et culturels de plus en plus vastes qui unissent les institutions canadiennes et arabes.

La superficie du Liban est à peine plus grande que celle d'Edmonton. Sa population était de 3,6 millions d'habitants en 2001; il y a cependant plus de Libanais à l'étranger, sur tous les continents, qu'à l'intérieur de ses frontières. Le Canada est un des nombreux pays du monde où les immigrants libanais ont entrepris une nouvelle existence. Ce faisant, ils ont enrichi notre mosaïque culturelle et contribué à la vitalité de notre collectivité francophone. ♣

(Voir l'encadré, page 19)

Cet article est basé sur des recherches de : Brian Aboud (« Une réflexion plus juste — Les Canadiennes et Canadiens d'origine arabe : préoccupations et contributions », dans le *Bulletin du Congrès du travail du Canada sur les droits de la personne et la lutte contre le racisme*, numéro 3, 10 décembre 2001); Baha Abu-Laban (« The Lebanese in Montreal », dans *The Lebanese in the World*, 1992); Jessie Amery, London (Ontario); Sarah Gualtieri, Université Loyola, Nouvelle-Orléans, États-Unis; et Peter Leney (« Annie Midlige, Fur Trader », dans *The Beaver*, juin/juillet 1996).

LE FESTIVAL CERVANTINO DE 2002 REND HOMMAGE AU CANADA



Un membre de la troupe montréalaise Les gens d'R en représentation

Le Canada est sous les feux des projecteurs en octobre alors que la ville de Guanajuato, dans le centre du Mexique, accueille le 30^e Festival annuel Cervantino. Il s'agit de l'un des principaux festivals multidisciplinaires d'art en Amérique latine. Ce festival a lieu dans un cadre idéal. En effet, désignée comme Site du patrimoine mondial par l'UNESCO, Guanajuato a été fondée en 1546 et possède une architecture magnifique. C'est seulement la deuxième fois que ce festival, qui en est à sa 30^e année, est consacré aux artistes et aux œuvres culturelles d'un pays précis.

La Direction de la promotion des arts et des industries culturelles du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) a collaboré étroitement avec l'ambassade du Canada à Mexico pour que les meilleurs artistes du Canada — qui représentent un large éventail de talents d'un bout à l'autre du pays — occupent une place au festival de cette année. Selon le directeur, Curtis Barlow, « Ce festival offre une tribune internationale de prestige dans une région très importante. C'est une excellente occasion de promouvoir une image favorable du Canada en tant que pays créatif, novateur, moderne et diversifié sur le plan culturel ».

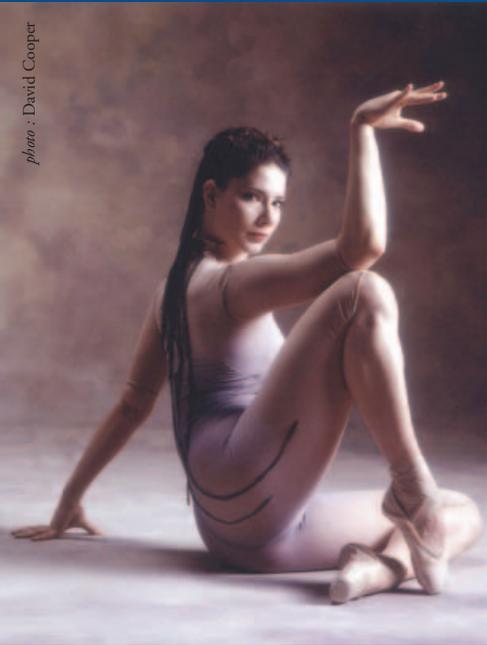
De nombreux artistes et groupes culturels canadiens se produisent au

cours du Festival Cervantino de 2002, dont les suivants :

- Le Grand Dérangement est un groupe dynamique de la Nouvelle-Écosse, composé de musiciens et de danseurs acadiens. Sa musique est une fusion de styles qui crée une atmosphère de fête et donne envie aux spectateurs de participer.
- Également de la Nouvelle-Écosse, le Mermaid Theatre présente les pièces *The Very Hungry Caterpillar* et *The Very Quiet Cricket* d'Eric Carle. Deux pièces très appréciées des jeunes, elles transportent les spectateurs dans un univers où les insectes vivent des aventures et connaissent l'amour. Les productions mettent en vedette des



Le Grand Dérangement, un groupe de musiciens et de danseurs acadiens de la Nouvelle-Écosse



Emily Molnar dans *The Faerie Queen*, une production de Ballet British Columbia

marionnettes dont les dialogues sont associés à des sons et à des couleurs et sont ponctués d'énormes surprises. L'an dernier, le Mermaid Theatre s'est vu décerner un des prestigieux Prix d'excellence à l'exportation canadienne, en hommage à sa réussite internationale. Grâce à ces adaptations uniques d'histoires pour enfants, la compagnie théâtrale a fait connaître à plus de 2,5 millions d'enfants de quatre continents la magie du théâtre de participation.

- La troupe de théâtre de Montréal Les Deux Mondes présente *Mémoire vive*, l'une de ses nombreuses productions originales qui ont été très bien accueillies dans le monde entier.
- Les gens d'R est une troupe qui a été fondée à Montréal en 1995 par André Simard, anciennement du Cirque du Soleil. Produit de l'art acrobatique du cirque, ses

Le Festival Cervantino se déroule du 9 au 27 octobre 2002. Pour de plus amples renseignements, communiquez par téléphone avec la Direction de la promotion des arts et des industries culturelles du MAECI au (613) 944-ARTS ou consultez les sites Web suivants :

Festival Internacional Cervantino (en espagnol seulement)
www.festivalcervantino.gob.mx

Ambassade du Canada à Mexico — Calendrier des affaires publiques (en anglais seulement) www.canada.org.mx/cultural/english/Cervantino.asp

spectacles originaux cherchent à mélanger la danse, le théâtre et la musique.

- The Gryphon Trio de Toronto est considéré comme l'un des meilleurs ensembles de musique classique du Canada et est connu pour son interprétation énergique et novatrice des classiques. Ses membres sont Roman Borys (violoncelle), Jamie Parker (piano) et Annalee Patipatanakoon (violin). Depuis 1993, les trois musiciens ont fait de nombreuses tournées au Canada et à l'étranger et ont été couverts de lauriers pour leur interprétation de Haydn, de Mendelssohn, de Dvorak et d'autres compositeurs.
- La troupe Ballet British Columbia est dirigée par le chorégraphe de renommée internationale John Alleyne. Elle présente *The Faerie Queen*, une grande production inspirée de la pièce *Songe d'une nuit d'été* de William Shakespeare, avec une musique de Henry Purcell. Explorant des dimensions nouvelles de la danse, cette œuvre fantastique traite de la vraie nature de l'amour.

De plus, le Musée Alhondiga accueille deux expositions d'art inuit : *Transitions* de la collection du Centre de l'art indien du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien et *Culture on Cloth: Inuit Wall Hanging*, organisée par Judith Varney Burch. 🍁

Gryphon Trio, un ensemble de musique classique de Toronto



L'ORCHESTRE NATIONAL DES JEUNES DU CANADA

Fondé en 1960, l'Orchestre national des jeunes du Canada prépare de jeunes Canadiens à faire carrière dans les orchestres professionnels. Environ un tiers des musiciens d'orchestres professionnels canadiens en sont issus.

Chaque année, en moyenne, 500 jeunes de toutes les régions du Canada font demande pour obtenir un poste dans l'orchestre. Les auditions ont lieu dans tout le pays, et les 100 candidats retenus peuvent recevoir une aide financière pour participer au stage intensif de



photo : avec la permission de l'Orchestre national des jeunes du Canada

Les participants au stage d'été de l'Orchestre national des jeunes du Canada à l'Université Queen's, à Kingston (Ontario)

formation d'été à l'Université Queen's, à Kingston (Ontario). Les jeunes musiciens effectuent ensuite une tournée de concerts. Cette année, ils ont donné des concerts en Ontario, en Colombie-Britannique et au Japon.

Durant ses 42 ans d'existence, l'orchestre a formé 2 200 jeunes musiciens canadiens de premier plan. Aujourd'hui, il est considéré comme un des meilleurs orchestres de jeunes du monde.

PLEINS FEUX SUR LES PREMIÈRES NATIONS DU CANADA À NEW YORK

photo : avec la permission de Bethlehem Steel



Les Premières Nations du Canada défraient la chronique à New York, grâce à un partenariat entre le consulat général du Canada et le Musée national des Amérindiens de la Smithsonian Institution. L'exposition *Sur la poutre : les métallos mohawks bâtissent New York*, coparrainée par le consulat général, a été démontée à la mi-octobre après avoir été présentée durant six mois. Le consulat général a également facilité le séjour à New York en septembre dernier d'une délégation de Haïdas de la Colombie-Britannique venus récupérer les vestiges de leurs ancêtres au Musée américain

d'histoire naturelle. Pour souligner l'occasion, le consulat général a organisé la présentation d'un spectacle public de danse par les Haïdas au Musée national des Amérindiens. Autres manifestations prévues dans le cadre de ce partenariat innovateur : le 21 novembre, une table ronde sur les revendications territoriales et l'autonomie gouvernementale, animée par deux négociateurs du traité des Nisga'a, Joseph Gosnell et Tom Molloy; et le 30 janvier 2003, une table ronde sur l'humour autochtone animée par Don Kelley et le cinéaste Drew Hayden Taylor.

Le métallo mohawk Joe Regis aide à construire la banque Chase Manhattan à New York, à la fin des années 1960. Plusieurs Mohawks ont contribué à ériger les gratte-ciel de New York, y compris les tours du World Trade Center. Après les attaques du 11 septembre, ils ont aidé à démonter les ruines des tours jumelles. Cette photographie faisait partie de l'exposition *Sur la poutre : les métallos mohawks bâtissent New York*.



Le G8 adopte le Plan d'action pour l'Afrique

L'Afrique était en tête de l'ordre du jour du Sommet du G8 tenu à Kananaskis (Alberta) en juin dernier (voir *Canada — Regard sur le monde*, numéro 16). Aux côtés du premier ministre Jean Chrétien et de ses homologues du G8 se trouvaient les présidents de l'Algérie, du Nigéria, du Sénégal et de l'Afrique du Sud, ainsi que le secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan. À l'appui du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NPDA), le Sommet a adopté l'ambitieux Plan d'action pour l'Afrique. Celui-ci jette les bases d'un partenariat renforcé entre le G8 et les gouvernements africains attachés à la mise en œuvre du NPDA, y compris de ses dispositions relatives à la démocratie, à la saine gestion des affaires publiques et aux droits de la personne.

Le Plan d'action prévoit les engagements précis suivants : promouvoir la paix et la sécurité; renforcer les institutions et la gouvernance; favoriser la croissance économique et le développement durable; alléger la dette; accroître les possibilités en matière d'éducation et de nouvelles technologies; améliorer la santé et lutter

contre le VIH/sida; accroître la productivité agricole; et améliorer la gestion des ressources en eau. Jusqu'à 9,5 milliards de dollars en nouveaux fonds d'aide publique au développement seront mis à la disposition des pays africains chaque année d'ici 2006, et les participants au Sommet ont convenu d'un processus de suivi pour s'assurer que les pays bénéficiaires mettent en œuvre le NPDA. Les participants africains au Sommet ont accueilli favorablement le Plan d'action et le secrétaire général Annan a indiqué que celui-ci pourrait éventuellement constituer un tournant décisif dans l'histoire de l'Afrique.

En outre, le premier ministre Chrétien a annoncé un ensemble majeur d'initiatives canadiennes à l'appui du Plan d'action; elles visent, entre autres, à permettre à la plupart des importations en provenance des pays les moins avancés d'entrer au Canada en franchise de droits et hors contingent, et ce, à compter du 1^{er} janvier 2003.

L'Afghanistan ratifie la Convention d'Ottawa

Le 19 septembre 2002, l'Afghanistan a été le 126^e État à achever le processus de ratification de la Convention d'Ottawa interdisant les

mines antipersonnel. Cette année, pour la première fois, l'Afghanistan a assisté à la réunion annuelle des États parties à la Convention, qui s'est déroulée du 16 au 20 septembre à Genève.

La Convention d'Ottawa, dont le titre officiel est Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction, a été ouverte à la signature à Ottawa

en décembre 1997, et elle est entrée en vigueur le 1^{er} mars 1999, ce qui en fait le traité multilatéral de désarmement ratifié le plus rapidement de l'histoire.

Quelque 737 kilomètres carrés du territoire de l'Afghanistan sont semés de mines, ce qui représente un danger réel pour les réfugiés qui retournent dans leur pays ainsi que pour la population locale.

A Global Ban on Landmines



L'interdiction complète des mines terrestres

RELATIONS ENTRE LE CANADA ET LE LIBAN (suite de la page 15)

Le Canada et le Liban entretiennent depuis de nombreuses années des relations vigoureuses que renforcent leur appartenance commune aux Nations Unies, à la Francophonie, à la Banque mondiale et au Fonds monétaire international, ainsi que les ambassades qu'ils entretiennent depuis 1958 dans leurs capitales réciproques. Dans le domaine des affaires, on peut mentionner en particulier l'investissement canadien au Liban, de même que la conclusion d'un accord sur la protection des investissements étrangers et d'une convention fiscale.

L'aide au développement est aussi un lien important. L'Agence canadienne de développement international (ACDI) soutient

la reconstruction du Liban depuis la guerre civile de 1975-1990, ayant versé à ce titre plus de 45 millions de dollars jusqu'à maintenant. L'ACDI vient également en aide aux réfugiés palestiniens, dont 370 000 sont inscrits au Liban, par l'intermédiaire de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine. Parmi les autres projets de développement, mentionnons la réforme du système fiscal du Liban en collaboration avec son ministère des Finances (le pays a institué récemment une taxe sur la valeur ajoutée en s'inspirant de la taxe canadienne sur les produits et les services); un programme de formation en administration publique en coopération

avec la fondation libanaise Hariri; et l'aide à la formation de postiers libanais dans le cadre du Programme de coopération industrielle de l'ACDI. Le gouvernement du Québec a contribué à un musée dans le cadre de la restauration du site archéologique de Byblos, une ville qui date de 7 000 ans. Le gouvernement du Canada a participé à hauteur de plus de 4 millions de dollars au soutien logistique du Sommet de la Francophonie de Beyrouth.

En reconnaissance des liens qui unissent le Canada et le Liban, le gouvernement libanais a contribué financièrement au remplacement des arbres détruits par la tempête de verglas historique de 1998 dans le parc Rockliffe, à Ottawa.

NOUVELLES EN BRIEF

photo : Presse canadienne



Une victime d'une mine terrestre reçoit un bras artificiel à Kaboul. Après 20 ans de guerre, l'Afghanistan est un des pays les plus infestés de mines au monde.

Le Canada a appuyé en 1990 le lancement du Programme d'action des Nations Unies contre les mines en Afghanistan (PAMA) et il a consacré plus de 12 millions de dollars au déminage et à l'aide aux victimes entre 1990 et 2001. Le Canada a récemment renforcé son appui à l'action contre les mines dans le cadre de l'aide de 100 millions de dollars à la reconstruction de l'Afghanistan, aide annoncée dans le budget fédéral de décembre 2001 (voir *Canada — Regard sur le monde*, numéro 15, page 18). L'Agence canadienne de développement international versera en tout 8,5 millions de dollars pour le PAMA, le Programme de l'ONU en faveur des Afghans handicapés et le programme de réadaptation du Guardians Institute of Orthopaedics, un organisme qui aide les personnes handicapées du Sud de l'Afghanistan.

Une étape marquante dans les relations entre le Canada et Trinité-et-Tobago

Le Canada et Trinité-et-Tobago célèbrent en 2002 le 40^e anniversaire de leurs relations diplomatiques. Au cours des années, les liens entre nos deux pays se sont resserrés dans les domaines du commerce, de la culture, des arts et de l'éducation. La jeunesse a toujours été une préoccupation importante de ces relations; par exemple, ce sont des presbytériens venus du Canada qui ont fondé le système d'éducation du Sud de Trinité. Plus récemment, le Fonds canadien de l'Agence canadienne de développement international a aidé Trinité-et-Tobago à réaliser de nombreuses initiatives au profit des jeunes.

Une de ces initiatives est le camp ABLE (l'acronyme de « Able Bodies,

Leadership and Esteem »), qui a eu lieu du 30 mai au 2 juin 2002 à Runnemedede, sur l'île de Tobago. Ce projet pilote sans but lucratif, organisé à l'intention de jeunes sourds et malentendants des Caraïbes et géré par des bénévoles, visait à développer l'esprit d'équipe, la coopération, l'assurance, l'estime de soi et le leadership, dans les sports et les autres activités. Le camp a accueilli 25 enfants de 12 à 15 ans venant de la Barbade, de Sainte-Lucie et de Trinité-et-Tobago. Six conseillers et cinq enseignants ont géré le programme.

L'idée du camp ABLE a été lancée par Heather Moyse, de Summerside (Île-du-Prince-Édouard), une jeune stagiaire affectée pour neuf mois par l'Association canadienne des jeux du Commonwealth au service d'éducation spéciale du ministère de l'Éducation de la Trinité. Le succès du projet pilote permet d'espérer que le camp aura lieu désormais chaque année et continuera à ouvrir des possibilités aux jeunes malentendants de la région. 🍁

Les participants au programme pilote du camp ABLE, à Runnemedede (Tobago), avec la stagiaire canadienne Heather Moyse (deuxième rangée, à droite)



photo : haut-commissariat du Canada, Port of Spain